

Dossier d'autorisation d'urbanisme

01008117I0003

La Chapelle Saint-Luc - Aube

Type

Permis de demolir

État

Autorisé

Autorisation

30/05/2017

Surface créée

-

Surface démolie

-

Logements créés

-

Consulter la fiche actualisée

Scannez le QR code pour ouvrir la fiche publique du permis sur RegistreDesPermis.fr.



Export généré le 08/08/2026 à 15:16 depuis RegistreDesPermis.fr.

Les informations proviennent de données publiques importées et retraitées. Elles doivent être vérifiées auprès des sources administratives officielles avant toute décision engageante.

Synthèse du dossier

Référence	01008117I0003
Type	Permis de demolir
État d'avancement	Autorisé
Nature du projet	-
Destination	-
Demandeur	OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE TROYES CHAMPAGNE METROPOLE
SIREN / SIRET	398729004 / 39872900400018

Dates du dossier

Dépôt	01/01/2017
Autorisation	30/05/2017
Décision	30/05/2017
Ouverture chantier	-
Achèvement travaux	-
Prise en compte autorisation	2017-05
Prise en compte ouverture chantier	-
Dernière mise à jour Sitadel	201705

Localisation

Adresse	102 AV DU GENERAL SARRAIL LA CHAPELLE SAINT-LUC 10600
Commune	La Chapelle Saint-Luc (10081)
Département	Aube (10)
Région	Grand Est (44)
Code postal	10600
Parcelles cadastrales	AV 149

Surfaces par destination

Destination	Avant	Créée	Démolie	Transformée	Issue transfo.
-------------	-------	-------	---------	-------------	----------------

Logements

Total créés	-	Individuels créés	-
Collectifs créés	-	Démolis	-
1 pièce créé	-	2 pièces créés	-
3 pièces créés	-	4 pièces créés	-
5 pièces créés	-	6 pièces et plus créés	-
Logements sociaux	-	Logements PTZ	-

Codes métier et interventions

Type de dossier source	-
Statut source	Autorisé
Nature déclarée	-
Nature complétée	-
Destination principale	-
Zone opérationnelle	Hors zone ou non renseigné
Type principal logements créés	-
Type de transformation	-
Piscine	-
Garage	-
Extension	-
Surélévation	-

Source

Jeu de données	data.gouv.fr
Ressource	8f73cf2d-7bc4-4b5a-b912-718d6991f0a0
Première importation	19/05/2026 10:01
Dernière observation	19/05/2026 10:01

Propriétaires et sociétés liées

Société / personne	SIREN	Lien identifié
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE TROYES CHAMPAGNE METROPOLE (OPH)	398729004	Société du permis
ALAIN PEUCHERET	-	Administrateur
ANDREA AFFRONTI	-	Administrateur
ANNA ZAJAC	-	Administrateur
ANNIE MADELEINE MARIE-LOUISE ROUVRE (ROSEZ)	-	Administrateur
CHRISTIAN BRANLE	-	Administrateur
CHRISTIAN JACKY BEAUJEAN	-	Administrateur
CHRISTINE MARCELLE GABRIELLE THOMAS	-	Administrateur
CLAUDIE MARIA JULIA VALLEE (CUGNET)	-	Administrateur
DIDIER BERNARD BERTRAND	-	Administrateur
ELISABETH JOSETTE GRANDPIERRE (GUEGUEN)	-	Administrateur
FLAVIENNE MARIE ANDREE YVETTE LEMELLE (MAINBERGER)	-	Administrateur
GUY RENE ANDRE CHARTIER	-	Administrateur
JEAN-JACQUES MORDIN	-	Administrateur
JEAN-PHILIPPE MARCEL ROBERT SOMMERHALTER	-	Administrateur
JOEL ANDRE PAUL RAPINAT	-	Administrateur
JOSE GONCALVES	-	Administrateur
MARYLINE GEORGETTE JEANNE RENAUT	-	Administrateur
MICHEL RENE GASTON BAROCHE	-	Administrateur
OLIVIER LOUIS RENE GIRARDIN	-	Administrateur
PATRICIA ELISABETH DINANGUE (LEPOIX)	-	Administrateur

Les données affichées proviennent des sociétés, relations et dirigeants déjà synchronisés en base locale. Les pourcentages de détention ne sont pas disponibles dans l'API publique utilisée.

Avertissement sur les données

Cet export est un document de consultation généré par RegistreDesPermis.fr à partir de données publiques d'urbanisme importées, normalisées et mises en forme.

Malgré les contrôles réalisés, certaines informations peuvent être absentes, incomplètes, mal codées dans la source, modifiées après import ou interprétées différemment par l'administration compétente.

Les dates, surfaces, logements, demandeurs, références cadastrales, coordonnées et sociétés liées sont fournis à titre informatif. Ils ne remplacent pas les arrêtés, dossiers administratifs, plans, actes notariés, informations cadastrales officielles ou consultations auprès de la mairie compétente.

Avant toute décision opérationnelle, juridique, commerciale ou financière, il convient de vérifier les informations auprès des sources officielles et, si nécessaire, auprès d'un professionnel qualifié.